Les agriculteurs migrants. Le cas du Cher

Violette Rey

► To cite this version:

Violette Rey. Les agriculteurs migrants. Le cas du Cher. Études rurales, 1977, 68 (1), pp.55-91.
10.3406/rural.1977.2313 . hal-02876601

HAL Id: hal-02876601

<https://hal.science/hal-02876601>

Submitted on 21 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les agriculteurs migrants. Le cas du Cher

Violette Rey

Citer ce document / Cite this document :

Rey Violette. Les agriculteurs migrants. Le cas du Cher. In: Études rurales, n°68, 1977. pp. 55-91;

doi : <https://doi.org/10.3406/rural.1977.2313>

https://www.persee.fr/doc/rural_0014-2182_1977_num_68_1_2313

Fichier pdf généré le 31/03/2018

Abstract

Migrant Farmers. The Case of the Cher Department.

The present migration of farmers, however marginal in the context of the general economic evolution, appears highly indicative both of the general mobility which is a feature of our socio-economic system and of the demand in land.

The farming structures of the Cher department favour those who have migrated because of land shortage or breaking of lease. The migrants, arriving in three successive waves, settled on mediocre lands; but they have considerably speeded up the evolution of grain farming and the redesigning of land plots, without always succeeding as well as they had hoped. The capacity to improve the soil and the success of the whole venture depend on a satisfactory financial solution to the tenure problem (long term rents, or possibility of buying without running into too heavy a debt). The migrants, who come mostly from near-by Beauce and from expropriated urban zones, contribute to the integration of this southern fringe of the Bassin Parisien into the zone of intensive cultivation in the North-West European country lands.

Résumé

La migration actuelle des agriculteurs, malgré sa marginalité dans l'évolution économique générale, s'avère être une bonne expression et de la mobilité générale inscrite dans notre système socio-économique et des besoins en terre.

Le département du Cher offre des structures d'exploitation favorables aux migrants partis sous la contrainte d'un manque de terre ou d'une rupture de bail. Venus en trois vagues, installés sur des sols médiocres, les migrants ont notablement accéléré l'évolution céréalière et le remodelage parcellaire, sans toujours trouver la réussite espérée. D'une bonne solution financière du problème foncier (fermage à long bail ou achat sans fort endettement) dépendent la capacité à améliorer les sols et le succès de l'installation. Majoritaires dans le Cher, les migrants beaucerons et les expropriés des emprises urbaines contribuent par leur réussite à intégrer cette marge méridionale du Bassin parisien à l'aire d'agriculture intensive des campagnes de l'Europe du Nord-Ouest.

VIOLETTE REY

Les agriculteurs migrants

Le cas du Cher

L'agriculteur migrant est celui qui change de région pour conserver son métier sur une nouvelle exploitation, située en général à une grande distance de son lieu et de son expérience d'origine¹. Initialement spontanées, puis encadrées par des syndicats de migration (SMER), et enfin par l'ANMER, les migrations agricoles sont organisées sur la base d'une division de la France en deux zones, l'une de départ — le croissant de la France du Nord-Ouest —, l'autre d'accueil — la France du Centre et du Sud. Tout transfert entre ces deux zones donne lieu à des subventions. Les migrations agricoles ont connu leur apogée entre 1950 et 1960. Marginales dans la masse des mouvements migratoires contemporains, elles ont été considérées comme achevées avec l'épuisement du flux des agriculteurs normands et bretons vers l'Aquitaine — ce glissement qui liait des régions sans terres à des régions sans hommes — et elles ont cessé d'être l'objet d'attention et de publications. Cependant des agriculteurs du Bassin parisien et des périphéries urbaines, recherchant terre ou sécurité, migrent vers les marges du Bassin parisien ou vers toute région à structure foncière favorable et à forte potentialité céréalière. Ce second courant reste faible en effectifs mais significatif dans sa finalité devenue économique plus que sociale ; le cas du Cher l'illustre, observé à l'arrivée.

Dans cette étude², j'ai cherché à analyser la migration agricole comme moyen de répondre à la double contrainte qui pèse sur toute exploitation agricole : son besoin de s'agrandir et son mode de faire-valoir quel qu'il soit. Dans une optique géographique, j'ai privilégié le rôle que jouent les faits de localisation, au départ comme à l'arrivée, pour définir le degré de liberté que conserve le migrant dans son choix de déplacement. La démarche d'exposition est simple : après avoir recherché les motivations et les circonstances du départ pour le Cher, j'ai établi la configuration géographique des installations, puis étudié l'insertion des migrants dans le département d'accueil et l'influence qu'ils y exercent.

1. Pour un bilan national des effectifs, des rythmes et des implantations des agriculteurs migrants français et étrangers depuis 1949, voir V. REY (1977).

2. Conduite entre 1975 et 1976 ; cet article était déjà sous presse lorsque le travail de P. Vitte sur la Creuse a été publié. Je n'ai donc pas fait dresser la carte des migrants creusois qui aurait pu s'ajouter à celles de la Figure 2 ; j'ai toutefois fait référence à ses résultats.

MOTIVATIONS ET CIRCONSTANCES DU DÉPART POUR LE CHER

Le Cher, terre d'accueil

Situé dans le champ national, mais aussi européen, de la migration, le Cher offre, dès les années 40, d'incontestables attraits à l'installation. Il est certes divers dans ses orientations et ses potentialités agricoles, avec la forêt et la chasse en Sologne, le vignoble en Sancerrois, les landes à moutons et les terrains militaires jouxtant la céréaliculture extensive et médiocre en Champagne berrichonne, la tradition d'élevage naisseur sur pré humide dans la Marche, le Boischaut et surtout le Germigny (cf. Fig. 1) ; mais en vingt ans les progrès énormes des techniques culturales sur les rendzines vont permettre l'extension d'une céréaliculture de mimétisme sur l'ensemble du département. En outre le Cher présente, depuis fort longtemps, la double particularité de connaître un faible peuplement et un renouvellement démographique insuffisant. Il la doit à l'originalité de sa structure foncière qui a traversé les tumultes révolutionnaires en conservant de grandes propriétés d'origine noble, divisées en domaines d'exploitation initialement travaillés par des salariés et repris ultérieurement dans les pratiques de fermage. Caractéristique des plateaux calcaires de la Champagne berrichonne, où l'exploitation avait atteint ses dimensions les plus grandes, cette structure existe en plus petit dans le Pays Fort et le Sud, se rattachant à l'écharpe médiane des grandes propriétés à métairies, qui court au contact du Massif Central, de la Vendée à la Nièvre. Durant la première moitié du ^{xx}^e siècle, période d'avilissement de la rente foncière, les propriétaires ont difficilement trouvé sur place preneur de domaine car la terre berrichonne produisait peu. Quant aux fermiers, dans leur majorité, ils étaient restés pauvres et leurs enfants suivirent le schéma dominant qui les conduisait à la ville. C'est pourquoi le Cher, département le plus vaste de la région Centre mais comportant le plus faible effectif d'actifs dans l'agriculture en 1954 (730 000 ha pour 43 000 actifs agricoles) et de nombreuses exploitations à reprendre, a été inclus dans la France d'accueil afin d'y faciliter l'implantation de migrants.

Sources et documents d'analyse

Pour que soient fiables les conclusions relatives tant à l'influence du facteur « localisation » qu'au rôle du mode de faire-valoir dans l'évolution des migrants installés, il était nécessaire d'établir un inventaire systématique des cas. Quatre documents ont été élaborés et utilisés à cette fin : les dossiers de migration, les listes agricoles, les enquêtes et un questionnaire³.

3. Je remercie MM. E. Labisse et J. Pandard, responsables de l'ADASEA (Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles), sans l'aide compréhensive de qui je n'aurais pu entreprendre ni le dépouillement des dossiers ni l'enquête écrite auprès des migrants restés.

Fig. 1. Les régions agricoles du Cher.

Les dossiers remplis par chaque demandeur d'aide à la migration sont conservés au siège de l'ADASEA. Pour les 236 dossiers répertoriés à Bourges, une fiche indiquant la situation de départ (âge, situation matrimoniale, statut socio-professionnel, taille et faire-valoir de l'exploitation quittée, lieu de départ) et le choix à l'arrivée (lieu, taille, faire-valoir, date d'arrivée) a été établie.

Comme dans tout dépouillement de ce genre, on reste tributaire de la manière dont les dossiers ont été remplis (assez diverse dans les années 50) ; ainsi, d'éventuelles informations supplémentaires portant sur le prix

d'acquisition, la nature des surfaces (terres et bois...) ne peuvent être systématiquement exploitées car elles apparaissent avec trop d'irrégularité. J'ai également regretté l'absence d'indications sur les causes explicites du départ, sur la nature du bail à l'arrivée et surtout sur les suites de l'installation. De plus, le dossier de migration appréhende un seul individu, le migrant ; or celui-ci peut avoir deux ou trois frères, qui auront chacun leur dossier mais qui s'installeront ensemble pour exploiter en commun une seule unité économique. Enfin, à cette source échappent tous les cas de migrants qui se sont installés sans aide publique. Combien sont-ils ? Quelle est leur influence ? Deux questions essentielles mais auxquelles il n'est pas aisé de répondre.

L'image de la migration obtenue par ces dossiers au moment de l'installation fait ressortir la contrainte foncière subie au départ.

Les listes agricoles sont les listes des exploitants de la commune, transmises chaque année à la mairie par la Mutualité sociale agricole, sur lesquelles il est possible de vérifier qui sont les migrants encore en place, quelle surface ils exploitent et avec quel statut. La vérification à l'aide de ces listes a trois limites. On obtient l'état des migrants actifs en 1975 et, par conséquent, on perd la trace de certains parmi les plus anciens qui sont morts ou ont pris leur retraite en cédant leur exploitation à un agriculteur porteur d'un autre patronyme. Échappe également le migrant qui a changé de commune, ce qui arrive parfois, et enfin celui qui a modifié la structure juridique de son exploitation pour se constituer, par exemple, en société civile.

En fait, c'est par une série d'enquêtes directes que j'ai pu entrer plus profondément dans la réalité de l'expérience humaine d'une telle migration. Ces enquêtes, menées avec le souci de respecter la diversité des migrants, aussi bien dans leur origine géographique, dans leur statut initial que dans leur répartition à travers les différents secteurs du Cher, m'ont permis également de rencontrer certains migrants « hors dossier ».

Le questionnaire enfin, élaboré avec l'aide de l'ADASEA, vise à dégager l'évolution de la situation du migrant depuis son arrivée et à recueillir le jugement qu'il porte sur son expérience. Il a été envoyé à tous ; l'information obtenue par ailleurs sur l'état actuel des restants permet de mesurer la représentativité de l'échantillon que constituent les 61 réponses (40 % des arrivants ; cf. *infra*, Tabl. 6, p. 72, et p. 77).

De l'ancien statut au nouveau, bilan global

Qui sont ces migrants qui, à un moment donné, s'installent dans le Cher ? D'où viennent-ils ? Quelle est la nature du changement escompté grâce à cette migration qui les obligera à s'habituer à d'autres terres et d'autres caprices du temps, à d'autres voisins et d'autres façons de faire ?

Dans chaque cas la contrainte foncière domine : recherche d'une exploitation pour les jeunes qui s'installent, volonté de s'agrandir ou de changer de statut pour les autres. Dans son rythme comme dans ses origines régio-

nales, la migration vers le Cher souligne la situation de charnière qui tient ce département entre les deux Frances agricoles. Les comparaisons départementales seront toutefois limitées par la rareté des études menées à ce niveau.

Sur 237 cas étudiés, 67 % concernent des agriculteurs qui ont repris des exploitations de moins de 100 ha, alors que 13 % (30 cas) seulement ont pu reprendre des exploitations de plus de 150 ha ; mais cette statistique sous-estime la dimension réellement acquise, lorsqu'un père et un fils ou deux frères s'installent ensemble : apparaissent deux exploitations là où il n'y a qu'une unité économique. Toutefois, l'agrandissement par la migration est très net pour les 110 cas (46 % du total) où les agriculteurs étaient déjà chefs d'exploitation dans leur région de départ ; la surface de l'exploitation double presque, passant de 49 à 81 ha en moyenne. Quant au changement de statut, il concerne 158 cas (67 %) ; parmi eux, ceux qui s'installent comme fermiers sont deux fois plus nombreux que ceux qui s'installent comme nouveaux propriétaires : 33 % n'ont pas changé de statut, 27 % comme fermiers et 6 % comme propriétaires exploitants (migrants métropolitains seulement).

TABLEAU 1

Changement de statut et agrandissement par la migration dans le Cher

Arrivée Départ	Total		Fermage				Faire-valoir direct			
	Cas	%	Cas	%	Taille moyenne (en ha)		Cas	%	Taille moyenne (en ha)	
					T ₁ → T ₂				T ₁ → T ₂	
Aide familial	92	39	68	29			24	10		64
Ouvrier agricole	35	15	23	10		110	12	5		77
Fermier	90	38	63	27	35	86	27	11	56	67
Exploitant agricole	20	8	5	2	70	114	15	6	37	60
Total	237	100	159	68		98	78	32		69

Du côté des partants

Pour la plupart des partants (54 %), migrer a été le moyen de s'installer pour la première fois comme chef d'exploitation, ce qui n'a pas libéré de ferme au départ. Il y a là un premier élément de l'originalité des migrants vers le Cher, que l'on ne trouve pas chez la plupart des migrants vendéens (65 %), sarthois (79 %) (cf. Fig. 2) ou installés dans la Creuse (61 %), qui sont d'anciens exploitants poussés à partir par un fermage incertain sur une terre exiguë. Ici, 92 migrants étaient auparavant aides familiaux et 40 salariés agricoles, le tout recouvrant des situations fort différentes : allant, pour les premiers, du stagiaire agricole normand venu préalablement s'embaucher dans la Marche afin d'en étudier les possibilités d'implantation, au fils de fermier beauceron ou picard qui prévoit une réintégration dans sa

région d'origine lorsqu'il succédera à son père ; pour les seconds, il s'agit d'anciens chefs de culture du Bassin parisien, d'anciens « étudiants agricoles » aussi, fils d'agriculteurs berrichons bénéficiant au retour d'études « parisiennes » des aides spécifiques à la migration, ou d'anciens salariés para-agricoles (Crédit agricole...). Tous sont jeunes (moins de 35 ans), arrivent souvent mariés, avec trois ou quatre enfants ; ils semblent donc se conformer à un modèle familial aux dimensions nettement supérieures à celui des agriculteurs berrichons voisins de la même classe d'âge.

Parmi les 46 % de partants qui étaient déjà agriculteurs et dont le transfert a permis qu'ils agrandissent leur exploitation (condition nécessaire à l'obtention de l'aide), 90 étaient fermiers et 16 seulement propriétaires-exploitants ; la cause principale du départ reste donc pour ce groupe le non-renouvellement du bail ou l'incertitude du fermage. Le faire-valoir direct, la propriété, même d'une petite exploitation, ne favorisent guère le départ vers d'autres horizons agricoles. Le paysan-propriétaire invoque souvent, lorsqu'il explique pourquoi il ne veut pas partir, le manque de moyens pour opérer cette réinstallation lointaine sur une plus grande surface ; sans en minimiser le poids, cette raison n'est pas suffisante, lorsqu'on voit le cas de stagiaires agricoles ou de petits fermiers normands venus s'installer sans rien.

A l'arrivée

Dans le département d'accueil, 67 % des migrants s'installent comme fermiers (38 % l'étaient déjà) et tous ont migré pour améliorer leur situation foncière ; voilà qui montre bien l'ambiguïté du statut du fermage dans l'économie de l'entreprise agricole : facteur d'instabilité à cause du bail, il apporte un précieux allègement financier du fait de la faiblesse des charges foncières (dans la Creuse, 70 % s'installent également comme fermiers).

Parmi les 106 migrants antérieurement exploitants, 63 étaient déjà fermiers et le restent. Pour eux, le souci de conserver leur dynamisme financier l'emporte sur la précarité du statut ; parfois, ils arrivent à transformer le bail traditionnel en bail de longue durée (18 ans, 25 ans) ; parfois, après quelques années d'installation, ils se trouvent confrontés à la mise en vente par le propriétaire : que faire ? acheter ? repartir ? C'est ainsi que naîtra un des premiers Groupements fonciers agricoles (GFA) du Cher, à l'initiative de deux migrants déjà organisés en GAEC, acculés au rachat de 70 ha sur les 130 ha de leur affaire.

Chez les aides familiaux et anciens salariés agricoles, le choix du fermage s'explique aisément. Toutefois le quart de ces « aides familiaux » s'installent comme propriétaires et la moitié d'entre eux n'ont pas 25 ans ; ce sont en fait des fils de gros agriculteurs parisiens ou normands. Quant à la préférence pour la propriété que montrent 45 % des salariés agricoles, elle est le reflet de l'hétérogénéité interne de ce groupe ; pour nombre d'entre eux ayant une assise financière antérieure, le but de l'opération de réinstallation n'est pas exempt de spéculation sur le prix de la terre. Il en est de

a. Arrivée des migrants vendéens entre 1949 et 1964

b. Arrivée des migrants sarthois entre 1949 et 1965

Fig. 2. Arrivée des migrants vendéens et sarthois entre 1949 et 1965.

même au moins pour deux des cinq cas de passage du faire-valoir direct en fermage par des agriculteurs de plus de 40 ans qui ont vendu à un excellent prix de moyennes exploitations au nord de la Seine.

Ainsi observée au moment même de l'opération, la migration n'accélère pas le changement de faire-valoir autant que la motivation de départ pourrait le laisser penser. Cette analyse montre aussi que les terres berrichonnes disponibles sont presque toujours cédées en fermage et que le propriétaire berrichon ne se dessaisit pas aisément de son avoir foncier. Ces fermes, expression d'une structure foncière où domine la grande propriété, fournissent au migrant ce qu'il cherche avant tout : une superficie importante. La taille moyenne de l'exploitation reprise en fermage est en effet de 98 ha contre 69 ha en cas d'achat⁴.

Période et lieux d'origine

Seule une fraction de l'aire de départ des agriculteurs français a fourni des migrants vers le Cher : le quart nord-ouest, compris entre deux lignes allant du Cher à la Manche et à l'Ardenne (cf. Fig. 3) ; soit le Nord et la Picardie, les Normandies, la partie angevine des pays de la Loire et surtout le centre du Bassin parisien, c'est-à-dire plutôt les régions d'agriculture de plaine limoneuse à forte tradition céréalière ; France de l'Est et surtout

Fig. 3. Origine

4. Selon le RGA de 1970, 62 % des exploitations de plus de 50 ha dans le Cher sont affermées.

d. Entre 1965 et 1969 (61 arrivées)

c. Entre 1960 et 1964 (79 arrivées)

b. Avant 1960 (60 arrivées)

e. Depuis 1970 (44 arrivées)

ants du Cher.

Bretagne, foyers de départs nombreux, ne sont pratiquement pas partie prenante. Cette origine explique pourquoi la courbe des arrivées dans le Cher diffère de la courbe nationale et présente presque le tracé inverse de celle des départs vendéens (cf. Fig. 4). La position charnière que détient le département du Cher au cœur de la France et son rattachement à l'aire parisienne septentrionale s'affirment encore ainsi.

La décomposition de l'apport régional propre à chaque période confirme les observations du mouvement national et met en relief les différences de possibilités économiques ainsi que, selon l'origine des migrants, les différences dans le choix de la taille de l'exploitation et de son mode de faire-valoir qui en découlent.

Avant 1960, deux régions seulement participent au mouvement : le Nord-Picardie et le Centre-Ouest (cf. Fig. 3b). Aides familiaux aux moyens modestes, les nouveaux arrivés s'établissent surtout comme fermiers. Cinq des six cas d'installation en métayage datent de cette époque ; il s'agit de paysans venus de l'Orne, de la Mayenne, de la Vendée, de la Sarthe, départements pourtant fort peu représentés dans le mouvement berrichon : le besoin de terre au départ était impérieux. Huit rapatriés s'installent alors ; ils viennent de Tunisie et du Maroc, et achètent de gros domaines.

Dans la décennie 1960-1970, l'aire de départ s'élargit. Arrivent la vague des Hauts-Normands et, en force, celle des Beaucerons ; l'Eure-et-Loir, premier département de migrants vers le Cher (30 cas au total), en fournit alors 21. Parmi eux, des agriculteurs assez âgés, au départ propriétaires partiels d'une exploitation modeste, qui optent pour le transfert avec rachat ; ils peuvent encore, dans ces années 60-65, mettre à profit la forte différence des prix de la terre en Beauce et dans le Cher ; ils peuvent installer solidement leur fils. Ensuite le schéma faire-valoir direct → faire-valoir direct disparaît. C'est aussi l'époque de l'arrivée de quelques Lorrains vosgiens ; faut-il, à leur propos, faire un rapprochement avec la mobilisation psychologique et pratique des agriculteurs de l'Est en faveur de la remise en valeur des terres agricoles, entreprise sous l'impulsion d'E. Pisani (Société d'aménagement des friches de l'Est) ? C'est enfin la grande période d'installation des rapatriés d'Algérie (25 cas), marquée par les deux années cruciales de 1963 et 1964 (cf. Fig. 5).

Depuis 1970, seuls les Marnais, les Beaucerons et quelques Picards peuvent se permettre de rester agriculteurs en migrant sur les terres berrichonnes ; le mouvement des rapatriés, lui, est terminé.

La migration berrichonne, insérée dans sa dimension nationale à la fois par sa signification structurelle et par sa géographie, trouve ainsi une première dimension globale. La cartographie des apports successifs (cf. Fig. 3b, c, d, e) montre une géographie très structurée des migrants ; les auréoles de recrutement se rapprochent du Cher avec le temps, et les distances de migration se réduisent ; ce schéma semble être l'inverse de celui de la migration agricole française et, plus généralement, du principe de moindre coût selon lequel le mécanisme de proximité l'emporte, « toutes choses égales d'ailleurs ». En fait, ce dernier schéma est respecté : avant 1960-1965, le

Cher, comme l'Yonne, représentait l'aboutissement lointain et marginal de la vague des migrations venues de l'Ouest surpeuplé, dont l'essentiel s'installait à proximité du point de départ (Charentes, Vienne, Indre-et-Loire) [J. Renard 1969] ; avec la vague du Bassin parisien, l'essentiel de l'installation se fait aussi à proximité de l'aire de départ, sur les marges du bassin dont le Cher fait partie.

Dans la phase actuelle, c'est la croissance spatiale parisienne, plus vigoureuse encore que sa croissance démographique, que l'on enregistre dans le Cher au travers du mouvement migratoire ; les Marnais sont venus en contrecoup de l'implantation de l'aéroport de Roissy, pourvus de très substantielles indemnités⁵ et à même de racheter la terre à prix fort. Dans une moindre proportion, l'extension de l'espace urbain industriel lillois, orléanais... entraîne le même mécanisme, qui se répète à travers tout le territoire.

Cette différenciation géographique, témoin de deux phases distinctes, est confirmée par les deux auréoles que trace le choix du mode de faire-valoir : auréole lointaine, le migrant s'installe comme fermier ; auréole interne, le migrant achète (cf. Fig. 6).

Fig. 6. Mode de faire-valoir choisi, selon l'origine des migrants.

5. Les expropriations de Roissy ont été indemnisées à raison de 25 000 F/ha pour le propriétaires 11 000 F/ha pour le fermier.

Quant à l'incidence de la migration sur le marché foncier, elle est forte ; mais l'observation de l'augmentation des prix des terres à l'échelon du département, à des fins de comparaison avec les voisins, reste très grossière.

TABLEAU 2

L'augmentation du prix des terres agricoles 1964-1971

			Indice annuel moyen		Prix moyen/ha (en F)		
			1964-1971*	1968-1971**	1964	1971	1974
D	A	Loiret	120	95	France	4 660	8 050
D		Loir-et-Cher	127	100			12 200
D		Eure-et-Loir	113	113	Cher	4 670	8 200
A		Indre-et-Loire	130	109			10 700
A		Indre	150	113	Eure-		
A		CHER	176	108	et-Loir	+10 000	
A		Nièvre	194	103			
A		Allier	156	102			
A		Creuse	143	90			

D : département de départ ; A : département d'arrivée.

*base 100 en 1964.

**base 100 en 1968.

Source : SCAFR, "Le marché foncier des terres agricoles en France 1964-1972", Paris, sept. 1973.

Parti d'un prix moyen encore bas en 1964 (4 670 F/ha), le Cher, entre 1964 et 1971, opère un rattrapage comme ses voisins du sud, tandis que ceux du nord, où se pratiquent déjà des prix très élevés, connaissent des taux modérés d'accroissement. Mais pour la période la plus récente (1968-1971), seul avec l'Indre, il conserve un accroissement net, assimilable à celui des autres départements du nord de la Loire. Cette progression des prix, accompagnée d'une augmentation du volume du marché foncier (15 000 ha en 1972), est concomitante de l'installation des Beaucerons et des Parisiens qui achètent. Les confins berrichons se rattachent donc bien de plus en plus au cœur agricole du Bassin parisien.

LA GÉOGRAPHIE DES MIGRANTS RESTÉS DANS LE CHER

Jusqu'ici l'insertion de la migration berrichonne dans le mouvement national a permis d'observer les deux séries de causes qui sont à l'origine du phénomène : surpeuplement agricole et besoin de terres, causes déjà soulignées par des géographes comme J. Dufour, J. Renard ou P. Vitte. Cependant la géographie de la migration à l'intérieur du Cher reste à faire et il est vraisemblable que les combinaisons spatiales qui en résulteront seront complexes dans ce département subdivisé en régions d'orientation agricole

totallement différentes, où s'installent au moins deux vagues distinctes de migrants auxquelles s'est ajoutée celle des rapatriés. Partant de l'hypothèse selon laquelle les localisations entraînent certaines interdépendances, le point de vue géographique, à cette étape du travail, peut se définir par les questions suivantes : 1) Y a-t-il effectivement des relations géographiques facteurs de localisation des migrants ou simplement des distributions spatiales de hasard et, quand elles existent, à quel niveau ces relations apparaissent-elles ? 2) Quelles sont les composantes d'un lieu qui facilitent l'installation de migrants ?

Tandis que l'exploitation sur ordinateur⁶ du fait migratoire a fourni les calculs de corrélation avec un ensemble de variables relatives à l'utilisation du sol et au mouvement des terres, facilitant ainsi l'analyse des répartitions spatiales, les questionnaires d'enquête ont permis d'aborder de manière plus sociologique la structure de ce groupe particulier d'exploitants, avec ses inégalités internes de chances puis de succès, avec ses « profils types » de migrants. D'où, dans ce qui suit, deux analyses entrecroisées, tant contenu et contenant sont difficiles à dissocier : celle du migrant et celle de la localisation, à chaque niveau d'analyse des sources.

Qui, dans quelles régions du Cher ?

C'est l'observation des localisations au moment de l'installation, puis en 1975, qui permet de faire ressortir au mieux la sélection introduite par l'inégale réceptivité du milieu local dans la réussite des migrants.

Au moment de l'installation

A régions agricoles hétérogènes, installation inégale de migrants ; telle est la première constatation que l'on peut faire au niveau des sept régions agricoles du Cher. La Champagne berrichonne reçoit l'effectif le plus important d'installations — 63 migrants et 20 rapatriés —, mais ce n'est qu'un effet apparent de taille, lié à ses 210 000 ha de surface agricole utile (SAU). En fait, ce sont les régions réputées pauvres sur le plan agricole, à cause principalement de la médiocrité de leurs sols, qui reçoivent le plus de migrants ; la Sologne, avec sa structure agro-forestière si particulière, en accueille 49 (20 %), alors qu'elle ne détient que 9 % de la SAU départementale ; le Boischaut et la Marche, 47 et 31 (33 %), pour 18 % seulement de la SAU avec polyculture et élevage aux confins auvergnats. L'implantation est moindre dans le Pays Fort, où la densité d'exploitation, liée au vignoble du Sancerrois et aux vergers d'Auxigny, est actuellement la plus élevée, de même que dans le Val de Loire et le Germigny, régions déclarées de départ (cf. Tabl. 3, col. « installés »).

L'inégale répartition selon les régions relève aussi de la date d'installation et donc, en partie, de la vague des migrants à laquelle la région a

6. Je remercie MM. Cohen et Sastre, informaticiens du Centre de calcul de Paris I-Panthéon, qui, pour cette étude, ont constitué le fichier et fait le traitement statistique des données.

TABLEAU 3

Effectifs de migrants par région

	Installés			Restés		
	Migrants		Rapatriés	Migrants		Rapatriés
	Nbre	%		Nbre	%	Nbre
Sologne	49	20	11	20	77	5
Pays Fort	33	14	3	17	51	3
Val de Loire	4	2		1		
Champagne berrichonne	63	26	10	52	82	6
Germigny	10	4		9	90	
Boischaut	46	20	9	31	67	1
Marche	31	13		18	58	
CHER	236	100	33	148	62	15

TABLEAU 4

Installation de migrants à chaque période

	I n s t a l l a t i o n								Restés 1975 Nb	Réponses question. %
	1950-1959		1960-1969		1970-1974		1975-1976			
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb			
Sologne	28	44	19	14	2	5	1		20	35
Pays Fort	7	11	24	17	3	8			17	41
Champagne berrichonne	10	16	41	29	12	33			52	38
Boischaut	8	12	29	21	10	27	2		31	42
Marche	6	9	19	14	6	16	4		18	39
Germigny	2	3	5	6	3	8			9	33
Val de Loire	2		2	3	0	1			1	
CHER : 237	63	100	139	100	36	100			148	38
Présents en 1976 : 152	25	40	85	61	35	98	7			

TABLEAU 5

Taille moyenne des exploitations de migrants (en ha)

	A l'arrivée		En 1975 restés
	partis	restés	
Sologne	149	105	109
Pays Fort	57	59	86
Val de Loire	124	217	217
Champagne berrichonne	64	117	141
Germigny	25	88	107
Boischaut	65	69	90
Marche	74	63	66
CHER	83	92	109

affaire. Or l'établissement de migrants glisse du nord vers le sud du Cher au cours de ces vingt ans comme si, le plein fait au contact des terres beauceronnes et tourangelles, il fallait aller plus loin pour trouver des fermes disponibles.

Au nord, Sologne et Pays Fort ont reçu 55 % des migrants antérieurs à 1960 et seulement 13 % de ceux postérieurs à 1970, mais le Boischaut et la Marche, au sud, qui n'en avaient reçu que 21 % avant 1960, en accueillent 43 % après 1970, dont 6 des 7 installations en cours à la date de l'enquête.

La première vague migratoire, celle des paysans de l'Ouest et du Nord chassés par le surpeuplement agricole, s'est installée dans les régions difficiles, aux diverses combinaisons polyculture-élevage-forêts. C'était il y a plus de quinze ans ; à peine la moitié de ces agriculteurs sont encore en activité. Pendant la grande époque des années 60, venus d'un peu partout, les migrants s'étaient installés un peu partout ; les grandes terres de Champagne et les herbages du Germigny s'étaient alors ouverts à eux. Depuis 1970, les Beaucerons et les Parisiens ne vont plus guère en Sologne ni dans le Pays Fort proches, où le taux de « disparition » des migrants est élevé ; ils vont jusque dans le Boischaut et la Marche, autre ensemble où la stabilité est faible. Évidemment, ces derniers arrivent « riches » (par rapport aux migrants de la première période) dans ces régions difficiles mais où la valeur vénale de la terre a « explosé » en dix ans, et ils arrivent céréaliers en pays de bocage ; d'emblée, leur insertion sera différente de celle de leurs collègues des années 50.

Plus ou moins bien situés lors de leur installation selon les régions du Cher et leur période d'arrivée, les 237 migrants, pour la plupart en première installation (54 %), avec fermage dominant (67 %), ont vu s'opérer une sélection : certains ont « disparu », d'autres sont « restés » (141 cas, 65 %). On peut s'interroger sur les raisons de ce clivage.

En 1975

Cinq, dix, quinze ans ou plus après l'année d'installation, c'est la région choisie qui reste le premier critère apparent de sélection (cf. Tabl. 4, col. « restés »). Établi en Champagne ou dans le Germigny, on y reste, que l'on soit venu depuis longtemps ou récemment ; mais en Sologne, dans la Marche et même dans le Boischaut, là où les taux d'implantation sont les plus forts, il n'en est pas de même et il n'est pas rare qu'après quelques années d'essai on reparte ; les taux de stabilité y sont les plus faibles. Ce fait est confirmé par l'inégale présence des rapatriés dix ans après leur installation : 20 s'étaient établis en Sologne et dans le Boischaut, 6 sont restés ; 13 en Champagne berrichonne et dans le Pays Fort, 9 sont restés.

Quant à la taille et au mode de faire-valoir de l'exploitation lors de l'installation, leur rôle est moins uniformément décisif. Si la taille moyenne à l'arrivée est de 88 ha, elle est de 92 ha pour ceux qui resteront, contre 83 ha pour ceux qui partiront. La dure règle de la grande surface a-t-elle été un instrument de sélection parmi les migrants ?

Incontestablement, en Champagne berrichonne, ce sont les petits migrants qui ont disparu, de même que dans le Germigny. Le phénomène est moins évident dans la Marche et dans le Boischaut, encore que ceux qui possèdent plus de 100 ha soient bel et bien présents (mais il s'agit d'installations récentes). Cela n'est plus le cas en Sologne, où les migrants aisés, fermiers, n'ont pas pu tirer avantage de leur surface pour acquérir une stabilité plus grande ; mais là on touche à une zone agricole ingrate où les grosses fermes disparaissent au profit d'exploitations agro-cynégétiques placées directement sous le contrôle du propriétaire et d'un garde-chasse. Si des pièces de terre sont louées, elles le sont à l'amiable. Depuis leur installation, la surface moyenne des exploitations de migrants a augmenté, passant de 92 ha à 110 ha, principalement en Champagne, dans le Boischaut et dans le Pays Fort ; 46 % de celles-ci dépassent actuellement 100 ha, contre 33 % à l'arrivée. Mais parmi les agriculteurs qui ont pu s'agrandir de plus de 20 ha, on trouve seulement un tiers des migrants au nombre desquels dominent ceux qui à leur arrivée ont occupé les surfaces les plus importantes (15 des 25 cas d'arrivée avec plus de 150 ha se sont ainsi agrandis).

En ce qui concerne le mode de faire-valoir, le fermage l'emporte. La quasi-totalité des migrants qui avaient acheté une petite exploitation en s'installant ne sont plus en activité ou sont repartis. Restent parmi les migrants propriétaires ceux qui d'emblée avaient commencé avec plus de 50 ha. La catégorie des fermiers se renforce entre la date d'installation et 1975, passant de 67 % à 76 %, mais ce transfert, faire-valoir direct → fermage, est sans doute plus formel que réel : il n'est pas rare que pour de grandes exploitations berrichonnes, dans cette catégorie même où, par ailleurs, on notait à l'arrivée une proportion notable d'achats par de jeunes migrants parisiens, le fermage soit payé à des parents résidant dans le Loiret ou dans la Marne. On ne peut donc hâtivement conclure, au vu de l'importance du fermage, que la migration reste de faible effet sur le marché des terres et les transferts de propriété.

Établir, pour les 141 migrants en place, un classement qui soit significatif de leur degré de « réussite » n'a qu'une portée limitée aux deux critères choisis, la dimension de l'exploitation et le revenu cadastral ; aussi ne faut-il voir dans le Tableau 6 qu'une approche de la dimension économique des exploitations des migrants⁷.

Ainsi, 15 migrants restent sur des exploitations de moins de 50 ha avec des revenus cadastraux souvent inférieurs à 2 000 F ; pour eux, la migration n'a ouvert que de très modestes horizons. La majorité, 60 sur 141, avec

7. Pour la dimension des exploitations, les trois coupures de 50 ha, 100 ha, 150 ha sont classiques ; 100 ha marquent, même dans le Cher aux grandes structures, un seuil relatif en deçà duquel l'exploitation doit conserver un système polyculturel, au delà duquel elle peut envisager un système céréalier simplifié. Pour le revenu cadastral, qui reste une estimation de la richesse agronomique potentielle, la ventilation des exploitations de migrants donne 10 % de cas au revenu inférieur à 1 000 F (ce qui est très bas), 13 % et 12 % compris entre 1 000 F et 2 000 F et entre 2 000 F et 3 000 F ; la majorité, 36 %, a un revenu qui s'établit entre 3 000 F et 5 000 F, 27 % entre 5 000 F et 10 000 F, et encore 6 cas (4 %) au-dessus de 10 000 F.

TABLEAU 6

Catégories d'exploitations de migrants en 1975

Taille croissante →

Surface (en ha)		50	100	150		
Revenu croissant ↓	Revenu cadastral f.-v. d.	6 (3)	18 (6)	3 (2)		27 (11)
	fermage	9 (4)	42 (12)	17 (6)	2 (1)	70 (23)
	5 000 F					
	f.-v. d.		1	15 (6)	21 (7)	37 (13)
	fermage			5 (3)	2	7 (3)
		15 (7)	61 (18)	40 (17)	25	141 (50)

Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de répondants au questionnaire (cf. *supra*, p. 58, et *infra*, p., 77).

des surfaces comprises entre 50 et 100 ha et un revenu cadastral inférieur à 5 000 F, se situent dans la catégorie moyenne. Comme les précédents, ils sont surtout installés dans la périphérie du Cher, et leurs origines géographiques sont des plus variées. Malgré les 100 à 150 ha qu'ils possèdent, 22 restent en deçà des 5 000 F de revenu cadastral, car ils exploitent des terres particulièrement médiocres de Sologne ou de défrichement récent en Champagne. Quant aux 43 migrants qui ont acquis plus de 100 ha et dont le revenu est supérieur à 5 000 F, la migration a été pour eux le moyen de la réussite, et même l'occasion d'une bonne affaire pour les 23 du haut de la catégorie, dont la plupart ont pu agrandir leur exploitation peu après leur installation. Évidemment, ils sont presque tous originaires de la Beauce et de la région parisienne, et ils se sont installés en Champagne.

Ainsi, au regard de l'exploitation de la terre dans les vingt-cinq dernières années, les inégalités géographiques, tant de départ (Ouest/Bassin parisien) que d'arrivée (Champagne/périphérie du département), se trouvent maintenues ; échappent pourtant à ce déterminisme rigide et simpliste quelques cas contraires d'ascension ou d'échec. Ne trouve-t-on pas dans le groupe des mieux nantis, où dominant les Beaucerons devenus Berrichons, un Vosgien et un Sarthois installés dans le Boischaut ?

Comment et pourquoi dans certaines communes ?

Les localisations communales

De même qu'il y a une géographie des migrants à l'échelon de la région agricole, il en est une autre, communale, qu'elle emboîte partiellement. La distribution statistique des communes accueillant des migrants (cf. Fig. 7)

donne une courbe fortement dissymétrique qui exprime un fait relativement aléatoire dans sa répartition spatiale, ce qui se traduit sur la carte par un semis d'agrégats⁸.

Fig. 7. Distribution des communes du Cher, selon leur nombre de migrants.

La Figure 8 montre en effet qu'au milieu de zones sans migrants, les communes qui en accueillent sont juxtaposées en petits groupes et ne sont qu'exceptionnellement isolées. L'ensemble septentrional — Sologne, Pays Fort — présente un large bloc centré sur Aubigny et Oizon, un noyau de rapatriés à Nançay et une tache autour de Vierzon. La zone médiane, le cœur de la Champagne berrichonne, n'a pas reçu de migrants ; on en trouve dans les aires périphériques à l'est, à cheval sur les cantons de Sancergues, Baugy ; au sud autour d'Uzay-le-Venon ; à l'ouest entre Marmagne et Charost. Dans les régions d'élevage du Sud, des blocs communaux très nets se détachent autour de Lignières, de Sancoins et surtout de Saulzais-Vesdun. Alors, quelle est la part de non-hasard géographique qui revient à une telle répartition ?

On peut d'abord supposer qu'il se produit un phénomène de boule de neige, apparenté aux modèles de diffusion décrits par les sociologues ; un migrant déjà installé facilite l'arrivée d'un collègue. Or, dans les réponses au questionnaire, on constate que ce mécanisme a peu joué, tout au moins à l'échelon communal, et assurément beaucoup moins que dans les migrations massives des Vendéens et des Normands vers le Sud-Ouest. Si le fait de connaître un migrant installé au sud de la Loire (dans la Creuse, l'Indre, l'Allier, etc.) a pu jouer dans la décision, cela n'a pas eu d'incidence sur la

8. Pour mieux préciser la part de hasard contenue dans cette distribution, il faudrait ajuster la courbe « vraie », ici représentée, à sa courbe théorique de distribution aléatoire, ce que nous n'avons pas fait sur cet effectif réduit de 290 communes. Au sujet des répartitions spatiales en grappes, cf. S. RIMBERT, « Les lois de probabilité comme modèles en géographie : un exemple d'application de la loi binomiale négative à la lecture d'une carte choroplète » (Strasbourg, Communication aux semaines de géographie et mathématiques, février 1976).

Fig. 8. Migrants et rapatriés agricoles (1950-1975).

localisation communale. D'ailleurs, dans plus de la moitié des réponses, c'est par l'intermédiaire d'une agence immobilière de son département d'origine ou, en moindre proportion, par celui d'une agence du Cher que le migrant a trouvé son exploitation.

On est ensuite tenté, face à ces agrégats de communes, d'analyser le support du milieu physique environnant. Et là, la carte géologique donne aussitôt des réponses claires ; les blocs de communes accueillant des migrants sont situés sur des placages de cailloutis et de sables tertiaires descendus du Massif Central : sables du Bourbonnais recouvrant le lias à Sancoins, lambeaux de nappes sableuses burdigaliennes autour de Saulzais, de Lignières ; plaques de cailloutis éocènes à Uzay, Marmagne, ou simples pastilles autour de Sancergues, et surtout argile à silex altérant la craie marneuse du crétacé autour d'Aubigny-sur-Nère, prolongée par la nappe sableuse de Sologne. Les migrants sont donc installés dans des secteurs à sols plus médiocres que ceux des communes environnantes.

Reste alors à chercher si ces secteurs ont des structures agraires distinctes des ensembles auxquels ils appartiennent. Pour suivre cette piste, l'outil que représentent les coefficients de corrélation s'est avéré inopérant parce que trop précis dans sa mesure terme à terme, pour chaque commune, du nombre de cas de migrants avec d'autres variables. Les relations géographiques dégagées ci-dessous au niveau communal n'ont rien d'une loi stricte de localisation ; elles contribuent toutefois à son explication.

TABLEAU 7

Caractéristiques foncières des communes accueillant des migrants

	Surface moyenne (en ha)	1961		1955	1970 (en ha)	
		% en bois	% en landes	Densité expl. /100 ha SAU	Taille moyenne propriété privée	Superficie moyenne des communaux
Communes avec migrants : 115	3 034	25	5	3,5	10,1	86
Communes sans migrants : 175	2 000	19	2	3,9	4	55

Les communes qui accueillent des migrants sont vastes, non seulement en Sologne où elles le sont toutes, mais aussi dans les autres régions. Cette dimension particulière tire son origine de la nature médiocre des sols qui a entraîné durant des siècles leur utilisation extensive et un régime assez lâche d'appropriation foncière⁹. En effet, en 1961, lorsque peu de migrants sont encore installés, les communes qui les accueillent possèdent des superficies en bois et landes nettement supérieures aux autres, offrant ainsi des possibilités d'extension de l'espace agricole et d'intensification. Quant aux structures foncières, elles présentent dans ces communes deux parti-

9. Cette analyse repose sur les sources cadastrales : pour la situation foncière, Recensement général des communes 1970 (Tabl. 4) et relevés sur les matrices cadastrales du nombre de propriétaires par commune en 1974 ; pour l'utilisation du sol, état 1961 et relevés 1974. Malgré leur date plus tardive, on peut considérer que ces documents donnent une image de la situation foncière telle que le migrant la trouve en arrivant.

cularités : la taille moyenne des propriétés y est plus élevée et la proportion des communaux plus importante. Cela est particulièrement net dans les secteurs d'accueil de la Champagne berrichonne et du Germigny, en particulier pour la grande propriété localisée autour de Sancoins et où se sont installés les migrants ; cette remarque toutefois ne concerne pas la très grande propriété, constituée de forêts et non de terres agricoles. Cela est vrai également des communaux que ces deux régions sont seules à avoir conservés et dont les communes ont gardé leurs migrants. Toutefois l'observation ne touchant qu'un petit nombre de cas, il conviendrait de mener une nouvelle enquête pour définir le rôle qu'ont pu ou que peuvent encore jouer ces espaces disponibles dans l'évolution territoriale des exploitations de migrants. A moins que cette caractéristique foncière ne soit sans relation directe avec le fait migratoire et relève globalement d'un type de structure foncière communale¹⁰.

Le caractère de plus grande disponibilité des secteurs ayant accueilli des migrants transparaît, d'une autre manière, au travers des questionnaires, dans les réponses relatives au prédécesseur du migrant. A peine le cinquième des prédécesseurs ont quitté l'agriculture pour changer de métier (exploitant qui devient salarié non agricole) ; près de la moitié ont pris leur retraite sans avoir trouvé de successeur local et un tiers sont partis ailleurs dans le Cher ou dans un autre département, quittant une ferme de dimensions déjà convenables pour en trouver une plus grande. En outre près du tiers de ces mêmes prédécesseurs étaient eux-mêmes d'anciens migrants installés dans le Cher, dont la moitié ne firent qu'y passer. Il y a donc à la fois disponibilité de terres et mobilité de l'agriculteur ; l'une et l'autre sont d'autant plus fortes que les terres sont plus médiocres — d'où cette instabilité de l'occupant qui montre combien l'installation de migrants peut être un phénomène limite d'occupation agricole. Le cas paraît net en Sologne et autour de Saulzais.

Les observations sur les localisations de migrants dans le Cher sont à rapprocher des conclusions tirées par J. Dufour et P. Vitte : les régions à structures très défavorables (Sarthe) ne sont pas celles d'où partent le plus de migrants, et les régions les plus ingrates (Creuse) ne sont pas celles qui en accueillent le plus. Ici, si ce sont les régions et les communes les moins favorisées sur le plan agricole qui reçoivent le plus de migrants, ce sont, parmi elles, les mieux loties qui les conservent.

DEGRÉ D'INSERTION, D'INFLUENCE ET DE RÉUSSITE DES MIGRANTS DANS LE CHER

Du nord au sud du Cher, la marque de la présence de migrants est évidente ; elle se lit dans les paysages aux champs agrandis et semés en maïs ; elle fait l'objet des conversations locales ; le migrant ne passe pas inaperçu

10. Une typologie de situation foncière communale n'a pas été établie et le critère de taille moyenne de propriété sur le territoire de la commune est une image très grossière.

dans sa nouvelle région. Là encore, chaque outil d'observation offre, sur le thème du changement et de l'insertion, sa propre perspective. Le questionnaire exhaustif fournit un bon bilan de la diversité des expériences de migration-insertion ; la mesure statistique indirecte, faite au niveau communal, de certaines transformations d'utilisation du sol et de structures agraires, intègre le changement apporté par les migrants dans l'évolution générale et le pondère ; et il revient à l'enquête directe approfondie (15 cas) d'introduire d'autres migrants, agents de profondes transformations, restés à l'écart des investigations antérieures.

La représentativité des réponses au questionnaire

Élimination faite des réponses inutilisables ou identiques (cas de migrants d'une même famille arrivés en groupe), l'échantillon porte sur 50 cas distincts de migrants en place en 1976. Par rapport à l'ensemble des 141 migrants restants, c'est là un beau taux de réponse dont nous pouvons préciser la représentativité (cf. Tabl. 6, p. 72).

Ventilés selon la taille de l'exploitation, le mode de faire-valoir et le revenu cadastral, les migrants qui ont répondu ne s'écartent pas sensiblement de la distribution générale ; tout au plus sont-ils légèrement plus nombreux à appartenir aux catégories d'exploitants possédant moins de 50 ha, en propriété, avec un revenu cadastral inférieur à 5 000 F. Distribués en fonction de leurs régions de départ et d'arrivée, les migrants du Nord et de Picardie ont répondu plus volontiers que ceux de l'Ouest (10 réponses sur 21, contre 3 réponses sur 21), du fait sans doute de l'attitude différente qu'ils adoptent face au monde de l'Administration ; les migrants installés en Champagne berrichonne et dans le Germigny ont un peu moins volontiers répondu que les autres (cf. Tabl. 4, p. 69) ; au total, et malgré une légère sur-représentation des migrants modestes, cet échantillon donne un tableau très valable de la diversité des migrants installés dans le Cher.

Les pratiques agricoles des migrants dans le Cher

Des innovateurs parfois agressifs...

L'idée selon laquelle la migration opère une sélection psychologique des individus en recrutant parmi les plus entreprenants et les plus ouverts, n'est plus à développer. Ces migrants, bien que contraints à partir, ont choisi de rester agriculteurs ; ils ont déjà une expérience et arrivent avec un projet plus ou moins précis de l'agriculture qu'ils veulent pratiquer, modelé antérieurement à leur installation, ce qui leur donne un « profil moyen » distinct de celui des agriculteurs locaux.

Les migrants ont presque tous reçu une formation technique et sont habitués à travailler en relation avec les organisations professionnelles agricoles. Ils sont proportionnellement beaucoup plus nombreux que les autochtones à adhérer à ces organismes représentatifs de l'agriculture

technicienne moderne. Les deux tiers d'entre eux sont membres soit de CETA soit de GDA, parfois des deux, et ont recours à un centre de gestion pour tenir leur budget. Les CETA, par la souplesse de leur constitution juridique, se révèlent particulièrement adaptés aux migrants (du moins aux migrants aisés possédant une formation technique poussée). Quant à l'assujettissement à la TVA, encore plus général, il tient à leur intérêt à déduire cette charge fiscale des investissements importants en équipements que l'installation les oblige à consentir.

Dans leur majorité, les migrants arrivent avec l'intention de « faire de la culture », c'est-à-dire de la céréaliculture. Tendance économique générale et calculs personnels de gestion établis antérieurement les ont assurés de la meilleure rémunération qu'offre l'intensification céréalière. Venus pour la pratiquer, ils n'hésitent pas à réaménager à cette fin l'ordre des champs. Ainsi tous les migrants, selon leur possibilités, ont arraché des arbres : bouts de haies, bosquets, voire kilomètres de « bouchures », ou défrichements forestiers ; depuis quinze ans ils ont bénéficié de l'abaissement considérable du coût de ces travaux et ils n'ont pas été freinés par des considérations affectives : ces paysages n'appartiennent pas à leur vécu profond, ils en voient plutôt l'aspect dégradé et inadapté pour l'époque (haies très larges, bois en mauvais taillis). Parallèlement ils ont retourné leurs pâtures en labours, parfois même les prés de bord de rivière ; mais ce qui, dans le centre du département, n'est qu'une extension du paysage dominant de Champagne, apparaît dans le Sud herbager comme une rupture brutale, mal acceptée par l'environnement. L'agression est d'autant plus vivement ressentie par les autochtones qu'ils refusent le remembrement et que ce sont les migrants qui leur en « imposent » les traces dans le paysage. Certains migrants ont pu aussi assainir les parcelles qu'ils réaménageaient. Ils ont drainé des centaines d'hectares de terres inondées l'hiver le long du Cher, de l'Yèvre, de l'Arnon, en Sologne, dans le Boischaut et le Germigny. La CUMA hydraulique constituée dans le nord du département a maintenant une extension dans le sud, les migrants y participent nombreux. Certains ont même installé des dispositifs d'irrigation pour cultures sèches, creusant des puits au-dessus des nappes ou aménageant des lacs collinaires.

Venus de régions à systèmes de production différents, les migrants ont facilité l'adoption de cultures et de méthodes de travail nouvelles. Le maïs d'ensilage est apporté par les Normands, puis le maïs-grain irrigué par les Beaucerons. Pour résoudre les problèmes soulevés par l'adaptation du maïs sur les rendzines champenoises, ces derniers n'ont pas hésité à constituer un « CETA maïs » dans lequel ils sont majoritaires. Quant aux pratiques du chaulage — apparues au sud dans les années 50 —, des labours à plat, des labours avec désherbants, elles sont souvent signalées dans les réponses comme étant l'apport propre du migrant à sa commune.

Qu'il se traduise ou non par une imitation, qu'il soit ou non diffusé, le système de production du migrant reste caractérisé par une plus grande intensification culturelle et par la fidélité à certaines des productions pratiquées auparavant, comme le lait en Sologne ou dans le Sud.

Enfin tous les migrants sont encore psychologiquement et socialement peu intégrés. A un premier niveau, ce phénomène est banal : les deux groupes ne partagent pas le même passé ; la société locale anciennement enracinée est actuellement pauvre en effectifs ; des maladresses parfois difficilement réparables sont commises par les migrants. Tout comme est banal le comportement des exploitants locaux qui critiquent dans un premier temps, observent ensuite et imitent enfin. Cependant, plus graves apparaissent à un second niveau les rancœurs nées d'aides accordées d'une manière jugée inégalitaire : le statut de migrant donne le « privilège » de se voir accorder, aux dépens des autochtones, selon l'opinion de certains¹¹, des subventions, et surtout des prêts fonciers à taux peu élevé, consentis par la Caisse de Crédit agricole du Cher. C'est pourquoi même si le dynamisme des migrants, leurs connaissances techniques et administratives leur permettent d'accéder rapidement à des responsabilités professionnelles, syndicales ou municipales, celles-ci ne sont pas des marques suffisantes d'intégration ; d'autres portes restent durablement fermées.

... dont la réussite est inégale

Le point de départ, les ambitions que l'on s'était fixées modulent évidemment l'ensemble des appréciations relatives au sentiment de réussite ou d'échec.

Un fermier venu du nord de la Seine, habitué à une agriculture riche, à une organisation agréable du travail (horaires, loisirs) aura le sentiment d'un recul dans son nouveau mode de vie alors même que ce mode de vie-là sera l'objectif, non encore atteint, d'un migrant de très modeste origine. Chez d'autres, les difficultés matérielles, dont l'ampleur n'avait pas été prévue, deviennent l'occasion de redéfinir en profondeur l'organisation du travail et les relations familiales ; elles se soldent alors positivement.

Toutefois, au delà de ces appréciations d'évidence (qui, sur un petit effectif, sont les pondérations indispensables à toute dérive statistique), l'inégale réussite du migrant se mesure à sa capacité de surmonter le double obstacle des charges foncières et de la mauvaise qualité des sols ; dans les deux cas, elle sera fonction moins de la superficie acquise que des moyens financiers disponibles, ce qui renvoie à la situation antérieure à l'installation dans le Cher. Par enquêtes et questionnaires, trois types de situations de migrants se dégagent selon des critères (taille et mode de faire-valoir) qui débordent largement leur catégorie particulière : les migrants établis sur de petites exploitations aux perspectives limitées (catégorie 1), les migrants installés sur des exploitations moyennes ou grandes, mais que bloquent leurs problèmes fonciers (catégorie 2), les migrants installés sur de

11. Cette « inégalité » de l'aide nationale a considérablement diminué depuis les dispositions prises en faveur des jeunes agriculteurs et des exploitants âgés avec les lois d'orientation (1960-1962).

grandes fermes et qui font preuve de dynamisme (catégorie 3). A ce niveau d'analyse, le seuil qui sépare les catégories 1 et 2 n'est pas net : c'est une plage comprise entre 40 ha et 60 ha, voire 70 ha.

Parmi les petits migrants (catégorie 1), il existe des échecs de la misère et des situations humaines douloureuses dans lesquelles les handicaps dus à l'absence de formation technique, la mauvaise santé et l'âge l'ont parfois emporté sur les atouts que présentait la migration. Ces agriculteurs vivent, aigris ; certains ont ajouté à leur revenu un salaire d'ouvrier, d'autres devraient être à la retraite. Il existe aussi des cas de réussites modestes, mais d'autant plus remarquables qu'il s'agit d'agriculteurs partis de rien (cf. *infra*, Annexe I, p. 88). L'exemple décrit dans l'Annexe I est représentatif d'une telle réussite : les prés y sont encore importants, l'élevage s'est maintenu et a été renforcé par une intensification culturelle progressive qui n'entraîne cependant pas de rupture majeure avec l'environnement agricole et permet une assez bonne intégration dans la société locale. La plupart des cas de ce type appartiennent à la première vague de migrants installés en Sologne, dans le Boischaut et dans la Marche. Chez eux, c'est la production de lait qui le plus souvent a représenté la première intensification de l'élevage ; ils ne reviennent à la viande, production caractéristique de la région, qu'à la faveur d'un agrandissement de surface.

Pour la seconde catégorie, dont les exploitations s'étendent de 80 ha à 200 ha environ, la solution au problème foncier a été trouvée aux dépens du capital d'exploitation, ce qui conduit à des situations extrêmement difficiles, voire à la limite du possible. Originaires du Bassin parisien, de Normandie, d'Afrique du Nord (cas nombreux des rapatriés de 1961-62), ces exploitants dynamiques, forts de leur formation et de leur pratique professionnelles, ont pris ce que j'appellerais rétrospectivement un mauvais départ. Ils sont devenus migrants du fait d'une rupture de bail et de leur éviction par le propriétaire, ne récupérant pas ce fameux « pas-de-porte » de la reprise, source de facilités monétaires ultérieures. Leurs assises ne sont donc pas très solides. Cependant, « échaudés » antérieurement par la précarité de leur statut de fermiers, ils ont la « tentation » de la propriété et de la sécurité qu'elle procure ; la comparaison entre le pas-de-porte qu'ils auraient à verser dans leur région d'origine pour reprendre une exploitation et le coût de l'achat d'un domaine dans le Cher est à l'avantage de ce dernier (en 1969, il faut donner 6 000 F de reprise par hectare en Normandie, soit le prix de la terre dans le Boischaut) ; s'y ajoute la tendance inflationniste générale qui joue en faveur de ce type d'opération. C'est pourquoi, cumulant les prêts fonciers à long terme et les prêts d'installation consentis aux jeunes agriculteurs par le Crédit agricole, ils se lancent dans l'achat d'un domaine, dont ils attendent, en outre, la satisfaction psychologique de sa remise en valeur culturelle. En effet ces exploitations sont toujours médiocrement mises en valeur (sols de mauvaise qualité, prédominance des prés, présence de bois...), ce que l'on attribue trop aisément au traditionalisme des techniques locales et à quoi il semble aisé de remédier : « La terre ça se travaille [...] Ici, ils ne sont pas conscients de leurs possibilités culturelles... »

Sans aucune contrainte de la part du propriétaire, leurs premières opérations consistent dans l'arrachage des haies et le retournement des prés. Mais il faut ensuite que les récoltes soient bonnes pour faire face aux annuités de remboursement des emprunts.

Or c'est là qu'intervient la seconde série d'éléments caractérisant le « mauvais départ » : ces opérations, en elles-mêmes risquées à cause de la faible part d'autofinancement mais possibles, se sont déroulées depuis 1970 dans une conjoncture économique générale défavorable et dans une période climatique peu propice. La vague de montée des prix atteint indistinctement toutes les terres du Sud ; parmi les facteurs qui contribuent à la formation du prix, le besoin d'espace et la spéculation l'emportent sur la valeur d'usage agricole, et les nouveaux arrivants paient trop cher la terre pour l'usage agricole qu'ils veulent en faire. Parallèlement le revenu agricole depuis 1974 connaît une baisse sensible liée à la reprise inflationniste et à la distorsion croissante entre coût de production et prix de vente des produits agricoles. S'y ajoute — fait localement décisif — une série de déboires climatiques (automne humides, étés secs) : l'option céréalière est alors un échec brutal sur les labours neufs ; d'autant que souvent les migrants, déjà céréaliers auparavant, sont arrivés sans le cheptel qui aurait pu amortir, par la vente de quelques bêtes, les aléas des mauvaises années. Se retrouver dans de telles conditions trois ou quatre ans après une nouvelle installation est pour eux dramatique (cf. *infra*, Annexe II, p. 89).

Dans cette catégorie d'exploitants migrants, pour éviter la catastrophe, on cherche à intensifier, sans capitaux, grâce à des cultures sous contrat (tabac, graines, pois...), à de petits élevages (volailles, chèvres), au prix d'un surtravail familial qui éloigne du projet céréalier initial. On cherche à revendre une partie de la terre pour alléger la dette. Trouver un propriétaire dont on pourrait devenir le fermier est alors un idéal... qui se réalise bien rarement. On se met à regretter d'avoir misé sur la migration pour offrir un avenir agricole à ses enfants.

Or que révèlent au fond les cas de cette catégorie malheureusement trop représentative d'un type de migrants rencontrés principalement en Sologne et dans le Sud ? Que la charge financière peut devenir intolérable lorsqu'elle a été engagée avec des capitaux insuffisants, sur des sols de mauvaise qualité. Car c'est de la qualité des terres et de l'assainissement pédologique que dépend tout l'avenir de l'exploitation. Dans une commune voisine de celle citée dans l'Annexe II (deuxième cas : Y.) mais où les sols sont moins mauvais, un migrant, Z., arrivé en 1967, est maintenant à la tête d'une exploitation très dynamique et rentable : ayant repris 200 ha pour lesquels il a obtenu un bail de 18 ans, il a opté pour le même type d'orientation céréalière, mais il avait dès 1968 — alors que le crédit dans l'agriculture était relativement facile — drainé toutes ses terres. Seul le drainage pourrait mettre fin aux difficultés que rencontre Y. ; malheureusement, cela ne lui est financièrement plus possible. C'est ainsi que sur certaines exploitations se succèdent plusieurs migrants, chacun apportant sa part de bonification, sans avoir les moyens d'en attendre les fruits dont un autre, plus chanceux,

bénéficiera. La comparaison entre ces deux cas confirme l'étroitesse de la marge de choix d'un migrant lorsqu'on fait intervenir paramètres internes et externes dans l'opération de migration.

Repartir à temps peut être une bonne décision financière pour récupérer la plus-value du prix de la terre (pratique spéculative dont certains migrants savent user, « traversant » la France en devançant l'onde de hausse des valeurs foncières). Mais le plus souvent on ne repart pas, on ne le peut plus : le bénéfice de la revente serait englouti dans les remboursements de dettes et la seule issue serait de quitter l'agriculture pour devenir salarié.

A la troisième catégorie appartiennent les migrants qui, grâce à un « bon départ » dans la migration, ont pu faire face sur des terres sans réputation à la fois aux charges financières du foncier et aux investissements de bonification, afin d'assurer très vite la régularité des récoltes céréalières. Pour eux, la « tentation » du foncier n'a pas été trop lourde de conséquences, et cela pour des raisons variées. Une forte indemnité d'expropriation ou un pas-de-porte de fin de fermage leur permet un autofinancement très élevé au départ ; aussi, lors de leur installation, ils peuvent soit acheter, mais l'investissement reste supportable, soit se mettre en fermage, mais avec des baux de sécurité. C'est là une caractéristique des fermiers migrants de la catégorie 3 que d'avoir su se libérer des incertitudes du fermage par l'obtention de baux de 12, 18 ou 25 ans qui leur évitent la charge foncière directe tout en justifiant leurs investissements d'assainissement (montant du bail de 18 ans : 5 quintaux de blé à l'hectare, contre 3 pour un bail normal). Mais comment ont-ils trouvé des propriétaires exceptionnels, tels que tout agriculteur souhaite en avoir ? La réponse reste en général volontairement floue. Parmi ces propriétaires éclairés, on trouve les parents du migrant, eux-mêmes gros agriculteurs-propriétaires, des associations de fait entre connaissances proches qui mettent à l'abri des capitaux, certaines agences foncières ou des notaires ; bref on trouve, indirectement, le milieu d'origine fortuné du migrant (cf. *infra*, Annexe III, p. 89).

Ces agriculteurs qui ont conservé de grandes disponibilités financières en dépit de leurs charges foncières se distinguent par la progression spatiale rapide de l'entreprise, l'ampleur des travaux de bonification, la simplification culturale ; ils obtiennent ainsi un revenu optimal à l'hectare.

Les mesures relatives aux cumuls étant un frein sérieux à l'agrandissement, ces migrants, lorsqu'ils ont choisi de poursuivre leur expansion économique, s'essaient à des intensifications verticales (pigeons, lapins, atelier d'engraissement, de croisement industriel de viande...) qui en aucun cas ne doivent perturber leur système de culture bien rodé et extrêmement rémunérateur. Proportionnellement plus nombreux en Champagne berri-chonne (même si on en trouve ailleurs aussi), ils sont le plus souvent originaires de la Beauce, région avec laquelle ils déclarent conserver des relations de travail.

Premières leçons tirées des expériences individuelles

La migration agricole, à l'issue de laquelle se prennent des options familiales, se vérifient des liens sociaux et de solidarité, s'éprouvent des capacités professionnelles, est vécue comme une expérience personnelle profonde, qui n'a pas toujours apporté à chacun ce qu'il cherchait. A l'âpreté traditionnelle des rapports qui se créent autour du patrimoine dans le monde paysan, s'ajoute la dureté des relations économiques. Si la solidarité entre migrants existe, c'est dans la réussite et non dans l'échec. Les associations décidées au moment de la migration sont très rarement durables, la plupart s'effritant au profit de l'un des membres ; le caractère profondément individuel que revêt l'acte de migration en tant que solution au problème de l'espace agricole n'y est sans doute pas étranger. Quant à l'esprit d'initiative, incontestablement stimulé par la migration, que peut-il, dans certains cas, face à une inflation galopante ? Dure leçon enfin..., un exploitant, même fort expérimenté, peut se tromper sur la qualité de la terre qu'il reprend, être plus sensible à la configuration générale de l'exploitation (terres groupées, peu accidentées, faciles à travailler mécaniquement) qu'à ses caractères pédologiques.

Malgré l'apparente uniformisation céréalière diffusée par les migrants au delà du domaine champenois traditionnel, les régions agricoles conservent leurs contraintes physiques propres. Nombre de migrants ont payé très cher le fait d'avoir relégué la contrainte du milieu physique au deuxième plan, dans un environnement professionnel où les progrès agronomiques et mécaniques, les calculs économiques avaient la priorité. Les questionnaires sont formels : le poids des difficultés liées au changement de sols avait été sous-estimé (sols alternativement trop secs et trop humides, « dont la fertilisation est extrêmement longue à remonter »), tandis que celles liées au changement de système de production sont secondaires, dans la mesure où il y a presque toujours maintien, avec adaptation, du système antérieur. C'est ce qui explique en grande partie la relative réussite de l'intégration des migrants en Champagne berrichonne, qui s'installent céréaliers à côté de céréaliers autochtones, par rapport à ceux qui se sont établis dans les régions de polyculture et d'élevage. Non seulement ils « bousculent » moins la région, mais encore ils trouvent l'équipement commercial et coopératif dont ils ont besoin, tandis que dans le Sud traditionnellement éleveur, ces nouveaux céréaliers, handicapés par l'insuffisance des coopératives, utilisent les circuits du négoce et souffrent de la marginalité de fait de cette partie du département. Que dire enfin des améliorations foncières apportées par la migration ? Après des décennies de négligence en ce domaine, il est vrai que défrichements, engrais de fonds, drainage et irrigation ont étendu et valorisé le potentiel agricole local et qu'à ce titre, l'opération migratoire est positive pour la mise en valeur du territoire national et, partant, du département. Deux réserves s'imposent cependant : n'y a-t-il pas un certain abus de la part de la collectivité à laisser prendre en charge cette bonifica-

tion foncière par les exploitants, dans un jeu « libéral » où seuls les mieux placés financièrement peuvent y parvenir — au risque d'aboutir à des excès fâcheux — et où aucune préoccupation d'aménagement rural global ne s'est fait jour ? Est-ce toujours justifié d'équiper à grands frais certains sables solognots ou bourbonnais pour étendre les marges cultivables et produire du maïs à une époque où les besoins en espaces verts non agricoles sont mal assurés et l'abondance céréalière contestée ? La rente de situation qu'offrent actuellement les systèmes de production céréaliers est ici mise en cause. Par ce biais, sont posées la question de la finalité des productions agricoles et celle de la délimitation d'espaces affectés à des usages différents. Leur solution, par ses implications à l'échelle régionale et nationale, ne peut être laissée à la seule initiative de migrants agricoles, aussi entreprenants et capables financièrement soient-ils.

L'évolution agricole du Cher et l'influence des migrants

La grande transformation berrichonne à laquelle on assiste depuis vingt ans tient, selon l'heureuse expression de Jean-François Gay, à « l'uniformisation de l'âge céréalier », qui s'accompagne d'un recul des troupeaux de moutons. Si l'étude des exploitations de migrants nous a montré leur rôle dans cette affaire, paradoxalement la mesure statistique au niveau communal fournit peu de preuves des transformations induites par l'établissement des migrants, pour deux raisons : il est malaisé de détacher ces changements de l'évolution agricole et foncière générale ; une autre vague migratoire à forte capacité de transformation est restée hors du champ de la migration organisée, notre objet d'étude.

Les transformations que les statistiques mettent mal en évidence

En ce qui concerne les changements de forme d'utilisation du sol, la mesure du gain de surface agricole utile sur les bois et les landes ne permet pas de distinguer des autres les communes où se sont établis des migrants ; l'essentiel de l'opération de défrichement des bois concerne le cœur de la Champagne berrichonne où l'on ne dénombre pas de migrants. Quant au retournement des prés, psychologiquement tellement important dans le Sud, il n'apparaît pas dans un tel bilan (le retard des mises à jour cadastrales y étant sans doute pour beaucoup). De même, pour les changements de production, la progression céréalière générale n'est guère plus marquée dans les communes ayant accueilli des migrants, sauf dans le cas du maïs pour lequel leur prééminence est incontestable.

En matière de sensibilité au marché foncier, les différences entre les communes où se sont établis des migrants et les autres sont plus nettes pour la période 1968-1974. Dans les premières, il y a à la fois prédominance des ventes de terrains de plus de 50 ha (324 contre 210 dans les communes sans migrants) et une plus grande mobilité des propriétaires ; ces dif-

férences sont d'ailleurs à attribuer moins directement à la présence de migrants qu'à la dynamique propre de la structure foncière de ces communes (cf. Tabl. 7). Dans le domaine foncier encore, le cœur de la Champagne se caractérise, malgré ses grandes structures, par une situation bloquée. Néanmoins les migrants n'accélérent pas le mouvement de remembrement puisqu'ils s'installent d'emblée sur de « bonnes structures ».

En conclure que la migration dans le Cher n'a pas une grande influence spatiale serait erroné, d'autant qu'une part de son action ne saurait avoir d'inscription directe dans l'espace : ainsi en est-il de la remise en cause de certaines pratiques des coopératives ou du Crédit agricole, de l'aide bancaire sollicitée dans les régions d'origine lorsqu'elle fait défaut dans le Cher, facilitant la pénétration d'un réseau bancaire externe (cf. Tabl. 8).

TABLEAU 8

Evolution comparée des communes avec et sans migrants

	Communes avec migrants 115 cas		Communes sans migrants 175 cas		Toutes communes 290 cas	
Evolution utilisation du sol de 1961 à 1974		base 1000 en 1961		base 1000 en 1961		base 1000 en 1961
Bois	- 2 500 ha	960	- 6 500 ha	910		950
Landes	- 3 200 ha	820	- 600 ha	920		850
Labours	+ 3 000 ha	1 016	+ 5 000 ha	1 025		1 020
SAU en 1970		% 47		% 53		100
Part de la variation de 1955 à 1970						100
Céréales		51		49		
orge		44		56		
maïs		64		36		
Oléagineux		46		54		
Bovins		48		52		
Ovins		42		46		
Mouvements fonciers entre 1968 et 1974	ha	%	ha	%	ha	%
Taille moyenne de vente	16		6,5		9	
Mobilité foncière *		5,5		4,4		4,8
Surface remembrée		40		60		100

* Mobilité foncière = $\frac{\text{nombre de ventes}}{\text{nombre de propriétaires}}$

Les migrants isolés

La prise de conscience progressive des atouts que présentent les grands espaces plats berrichons a elle-même été provoquée par l'établissement, au cœur de la Champagne, d'un petit nombre de non-Berrichons, venus au tournant de la guerre et de l'après-guerre. Peu nombreux, leur influence fut cependant décisive dans l'orientation prise par le Cher en faveur d'une céréaliculture de grande entreprise, dans la mesure où leur installation coïncidait

avec la première phase de motorisation agricole (moissonneuses-batteuses obtenues dans le cadre du plan Marshall).

Qui étaient-ils ? Là encore des gens dotés d'une certaine aisance financière, d'une formation agricole supérieure, déterminés à conserver ou à retrouver une assise terrienne, pour des raisons économiques plutôt que de prestige social. Ils sont venus d'horizons divers (colons d'Afrique du Nord, fermiers de l'Indre) ; certains même, issus de la moyenne industrie du Nord, se sont reconvertis dans l'agriculture après la grande crise de 1929 et les troubles du Front populaire ; leur groupe reste dominé par la figure d'un colon arrivé en 1939 et dont l'histoire nous a plusieurs fois été racontée (cf. Annexe IV). A deux moments, l'action de ce colon a été novatrice et imitée, passés les délais d'observation : lorsqu'il opta pour la monoculture céréalière dans une région où les baux prescrivaient jachères et fumier ; lorsqu'il conquit des bois pour les mettre en culture, en un vaste mouvement de défrichement dont il avait déjà fait l'expérience en Algérie. Son action enfin est symbolique d'une troisième transformation profonde des campagnes berrichonnes : le retour à l'exploitation directe de grands domaines qui avaient été gagnés depuis le début du XIX^e siècle par le système de la propriété rentière du sol, et que le propriétaire louait en fermage en y faisant peu d'investissements.

Ce triple renouvellement rural est généralisé par d'autres migrants de la même catégorie qui s'installent autour d'Avord, Brécy, Charost ; il est imité par les descendants de grandes familles propriétaires : devant l'ameusement de leurs rentes et les dangers d'éclatement du patrimoine, certains reviennent à l'exploitation directe. Parallèlement, on doit à cette catégorie de migrants une partie de l'organisation de la profession agricole : les CETA (le premier CETA a été créé à l'initiative d'un migrant de l'Indre dès 1952).

Quel rôle jouent aujourd'hui les migrants qui ne sont pas entrés dans le cadre officiel de la migration ? Leur action est-elle ou sera-t-elle aussi déterminante que celle de leurs prédécesseurs ? Au terme de ce travail comprenant de nombreuses enquêtes, je ne peux apporter de réponse ferme car cette catégorie reste très difficile à appréhender. En effet, pour ces exploitants qui se passent de l'aide publique, la migration dissimule souvent une opération foncière contrevenant à la limitation imposée aux cumuls et qu'il est donc préférable de masquer discrètement en confiant la gérance des terres à un chef de culture. Il est toutefois possible qu'ils contribuent par leurs pratiques spatiales (cas d'exploitations éclatées) à remettre en cause la définition statistique et l'image même de l'exploitation française.

La migration agricole a fortement contribué à accélérer l'évolution des campagnes du Cher ; plus traditionalistes que dans l'Indre, encore « soumises au château » en 1950, elles sont devenues en vingt-cinq ans des franges pionnières de l'expansion céréalière et technicienne du Centre parisien, devançant le département voisin, jadis en avance, mais qui, lui, est resté à l'écart de la migration. Cependant sur les trois vagues distinctes de migrants — celle des entrepreneurs agricoles, celle de l'Ouest et celle du

Bassin parisien —, deux seulement ont été pour le Cher des facteurs de transformation, la première et la dernière, du fait qu'elles étaient aptes à s'intégrer dans les structures foncières locales et à les valoriser. Bonnes structures, faibles densités, en un mot disponibilité de l'espace du Cher, voilà ce qui explique l'établissement contemporain des migrants. On mesure une fois encore l'autonomie que conserve une organisation spatiale, pourtant produite à un moment historique et dans un contexte social anciens.

Parmi les migrants actuels, la vague des Beaucerons se singularise dans l'analyse statistique mais aussi dans la perception qu'en ont les autres migrants et les Berrichons. Enviés, mais estimés pour leurs techniques culturales avancées, pour leur esprit d'entreprise, leur attitude face aux organismes agricoles, ils surprennent par leur prévoyance en matière de stratégie spatiale, visant à résoudre tôt le problème de l'installation de leurs enfants et à se pourvoir de terres pour l'avenir.

Pour que le fait migratoire ait une influence novatrice, deux conditions semblent nécessaires : que le migrant dispose d'une marge financière suffisante pour supporter les tâtonnements et les risques impliqués par ces innovations ; que le milieu d'accueil fasse preuve d'une certaine réceptivité à l'étranger qui se manifeste à la fois par le besoin d'acquérir de nouvelles techniques et/ou par l'intégration sociale des nouveaux venus — elle-même en partie tributaire du comportement initial de ces derniers. Ces conditions se sont révélées être beaucoup mieux remplies en Champagne berrichonne que dans les autres régions. Toutefois, les réserves que suscitent certains aménagements imposent de rappeler, d'une part, qu'innovation n'est pas synonyme de progrès et, d'autre part, que les échanges ne se font pas à sens unique, même si notre propos a intentionnellement privilégié l'un des termes : les migrants n'hésitent généralement pas à reconnaître ce qu'ils doivent aux agriculteurs en place, dans leur réussite comme dans leur sentiment d'insertion régionale.

*

Certaines réflexions s'imposent au terme de ce travail que je me suis efforcée d'aborder d'un point de vue géographique pour situer dans l'espace et dans le temps un mécanisme de concentration économique corollaire d'un besoin de terre.

Mon but n'a jamais été d'étudier le Cher pour lui-même ; ce département a été choisi comme espace d'analyse et il ne s'agit pas, dans les conclusions, de le rendre exceptionnel. Le Cher n'est pas le département type de la migration ; l'Yonne, encore plus accueillante, ou la Marne, très peu touchée mais à évolution céréalière identique, seraient de bons objets de comparaison et permettraient de mieux cerner le fait migratoire.

Si la migration est marginale dans l'agriculture française actuelle, le migrant n'en est pas moins un interlocuteur privilégié pour confronter besoin d'espace et réceptivité des lieux. Choisir de l'étudier, c'est s'attacher

d'emblée à un type de comportement reconnu comme dynamique et novateur. La démarche ici poursuivie est à l'opposé de celle adoptée par d'autres chercheurs pour qui le comportement des individus et des petits groupes est l'aboutissement explicatif d'une analyse géographique. Aussi, à l'inverse de leurs résultats et compte non tenu du rôle majeur exercé par quelques pionniers, je retrouve deux séries classiques de facteurs explicatifs en matière d'analyse géographique : la contrainte — trop souvent reléguée comme mineure — du milieu physique, et la rigidité socio-économique qui, à l'intérieur du groupe migrant, donne au plus fort les chances de gagner et au plus faible les risques de perdre.

Pour ce qui est du rôle des caractéristiques géographiques dans l'attraction des migrants, l'étude du Cher montre que la distance joue moins que la quantité d'espace disponible et les propriétés des lieux d'accueil.

Enfin, l'hypothèse selon laquelle la migration s'inscrit dans un système de mobilité qui dépasse les intentions du migrant et relève de mécanismes de croissance économique générale est confirmée par cette étude de cas. A mesure que l'espace disponible se rétrécit, le mouvement migratoire, s'il semble se tasser, n'en continue pas moins ; les plus gros agriculteurs visent toujours à agrandir leur exploitation par le biais de la migration, accentuant les concurrences internes entre catégories d'exploitants. C'est ainsi qu'ils contribuent à intégrer de plus en plus étroitement la partie méridionale du Bassin parisien à l'aire de l'agriculture industrielle de l'Europe du Nord-Ouest. L'apparition au sud du Berry de la pratique du pas-de-porte, ignorée il y a encore quinze ans mais introduite par les migrants, est certainement l'indice le plus révélateur de cette évolution dans laquelle la terre devient un bien de plus en plus rare et convoité.

ANNEXE I

Un migrant originaire du bocage ornain, stagiaire deux ans dans la Creuse avant de reprendre 65 ha en 1957 dans une commune marchoise où il fut le seul migrant durant de longues années, était parti sans un sou ; son choix lui parut alors risqué étant donné la dimension qui lui semblait très grande (« elle effrayait même les jeunes de la région ») ; mais, motivé par un mariage imminent et l'échec de ses prospections dans la Creuse (où « les terres étaient vraiment trop ingrates »), il accepta parce que le propriétaire consentait à passer du métayage au fermage (exigence plus facile à formuler par un migrant que par un agriculteur local). Son exploitation atteint actuellement 95 ha (grâce à la récupération de parcelles d'IVD), dont 40 ha en terres et le reste en prés et landes, et 100 têtes de Charolais maigres ; tout est encore en fermage, même une partie du cheptel. Sans toucher aux bâtiments et le moins possible aux haies, il retourne progressivement une partie des prés et fait dès 1962 de l'ensilage d'herbe, ensuite remplacé par l'ensilage du maïs. Aidé par le GDA, il cultive colza, blé, orge, ce qui lui vaut l'étiquette de céréalier par ses voisins éleveurs. Il n'a jamais fait d'emprunt important au Crédit agricole.

ANNEXE II

— X., 35 ans, installé dans le Sud depuis 1972, a quitté la Seine-et-Marne où il était aide familial chez son père et n'a pu reprendre la ferme dont le propriétaire l'a évincé au moment où son père prenait sa retraite. Il achète pour 590 000 F une métairie, comprenant 77 ha de vieux bâtiments (ni eau, ni sanitaire) ; il arrache 5 km de haies, 1 ha de bois, réorganise ses champs en quelques parcelles de 20 ha mises en labours ; sur les parties accidentées (20 ha environ) restées en prés, il maintient des charolais maigres (12 mères) et fait du mouton (50 mères). Depuis son installation, seule l'année 1973 a été bonne. Après dix ans de travail agricole en Brie, se retrouver seul pour s'occuper des cultures, du bétail, dans l'isolement des confins marchois, pour aménager entièrement un logement avec une jeune femme et un bébé, le tout pour un revenu agricole incertain, voilà de quoi rendre l'expérience de la migration amère... ! (« La migration est un rêve insupportable une fois qu'on est dedans », avoue un autre migrant).

— Y. et ses deux fils rachètent 200 ha en 1969. Pendant trois ans ils font la navette entre la Normandie et le Cher, terminant leur bail d'un côté (le départ avait été causé par la reprise du propriétaire) et mettant tout en labours au sud. 1973 est une bonne année : le maïs donne 60 quintaux secs par hectare. 1974, qui débute par un hiver humide, est une très mauvaise année : le blé ne donne que 35 quintaux, d'où un premier emprunt calamité. A l'automne 1974, il est impossible d'entrer dans les terres mouillées pour faire un semis de blé. Au printemps 1975, tout est à ensemercer ; l'option est alors prise en faveur du maïs qui ne donnera que 15 quintaux à l'hectare à cause de la sécheresse de l'été, mais limitera les semis d'automne pour l'année suivante ; au printemps 1976, plus de 100 ha de maïs sont semés..., et brûlés par la sécheresse de 1976 ; la récolte est donc vendue à vil prix en ensilage vert. Soit trois années consécutives dramatiquement déficitaires ; tous les remboursements sont suspendus. Quel sera ici l'avenir d'une expérience de migration répondant au double critère de capacité technique et professionnelle des exploitants, et de l'équilibre démographique rural — puisque trois ménages se sont installés ?

ANNEXE III

— Deux migrants ayant opté pour une installation en fermage classique, avec un démarrage « facile » dans le Cher, se sont retrouvés quelques années après dans l'obligation d'acheter ou de partir. Pour l'un, un courtier a racheté avec bail à 12 ans, ce qui laisse le migrant dans la catégorie 3 ; pour l'autre, les deux coexploitants ont constitué un GFA avec participation familiale, dont la lourdeur des charges renvoie l'exploitation dans la catégorie 2 des migrants en difficulté.

— En 1965, à 30 ans, D. arrive d'Eure-et-Loir, prend 170 ha dont il négocie le fermage à 12 puis à 18 ans. En 1966, il agrandit son exploitation de 45 ha, puis en 1969 de 90 ha ; il met donc en valeur au total 300 ha dont 45 seulement en propriété, le tout presque d'un seul tenant, en Champagne berrichonne sur les terres humides du Val d'Yèvre. Aussitôt il draine 100 ha, arrache 10 km de haies, obtenant une première sécurité de rendement, ce qui lui évite de monter un élevage. Le coût de l'amélioration s'élève à près de 5 000 F/ha. Devant les variations de récolte du maïs, il équipe 80 ha pour l'irrigation au moyen d'une retenue collinaire et de tuyaux mobiles, à raison de 4 500 F/ha : soit environ 8 000 F/ha de bonifications foncières. D. n'ayant pas eu de grosses charges d'achat, ces transformations ont été possibles et se sont avérées extrêmement rentables puisqu'en trois ans de sécheresse les rendements en maïs sont demeurés stables et élevés (60 qx/ha), amortissant l'équipement d'irrigation. Les 280 ha mis en culture le sont en assolement biennal : la moitié en blé, l'autre en colza et maïs irrigués.

ANNEXE IV

A., céréaliculteur dans les hautes terres algériennes aux confins de la Tunisie, achète en 1939, aux environs de Bourges, près de 700 ha, dont 350 ha en bois, s'assurant dans le contexte international d'alors un repli métropolitain au prix d'une dépense dérisoire (2 000 F/ha, en francs de l'époque). Aussitôt, il exploite en céréalier habitué à la monoculture : emploi de machines, d'ouvriers, disparition de tout élevage, gestion à distance (il restera exploitant en Algérie jusqu'en 1962). Il poursuit parallèlement une politique d'extension spatiale en plusieurs étapes : il achète en 1950, 200 ha, dans le Val de Germigny pour y installer une unité d'élevage de viande ; entre 1955 et 1963, 1 400 ha de bois, dont il ne conservera que 800 ha, à des fins de défrichement ; 50 ha en vergers dans le secteur arboricole d'Auxigny ; il possède donc actuellement environ 1 300 ha en cultures, répartis en quatre unités techniques. Sa succession sera assurée par son fils et son gendre, originaire du Nord, qui en feront deux unités économiques.

ANNEXE V

CANEVAS DU QUESTIONNAIRE ADRESSÉ A CHAQUE MIGRANT

Situation avant l'installation :

- origine géographique
- statut et caractéristiques de l'exploitation quittée, causes du départ...

Situation lors de l'installation :

- date
- le statut du prédécesseur
- la manière dont fut trouvée l'exploitation
- le financement
- les caractéristiques de l'exploitation reprise
- les améliorations foncières entreprises
- l'évolution foncière depuis l'installation

Le système de production actuellement pratiqué

L'appartenance à divers organismes professionnels

Les changements projetés

La façon de situer son exploitation parmi les voisines

L'ordre de classement des problèmes qui se posent aux migrants

Les réflexions sur la migration

Parmi l'ensemble des informations recueillies, les critères clés à établir afin d'opérer un classement entre les exploitations de migrants sont les suivants :

- date d'installation, lieu d'installation
- taille
- mode de faire-valoir
- âge et perspective de reprise familiale
- nombre d'hectares par actif responsable (dans le cas d'association, en excluant les salariés)
- charge d'endettement à l'hectare
- part d'autofinancement dans les opérations d'améliorations foncières
- part des surfaces nouvellement mises en culture dans la surface totale
- part de l'élevage dans le chiffre d'affaires
- une « note » estimant l'intégration dans les organismes professionnels

BIBLIOGRAPHIE

Pour une bibliographie plus complète sur le thème de la migration agricole insérée dans les mécanismes de mobilité socio-économique, analysée sur une longue période et à d'autres échelles, ainsi que sous des angles différents, cf. :

REY, V.

- 1977 « Le thème de la migration agricole en France », *Cahiers de Fontenay* 7 : 65-91, 29 références.

Les références ci-dessous sont limitées aux travaux récents directement utilisés dans la comparaison avec le cas du Cher :

DUFOUR, J.

- 1965 « Où vont les émigrants ruraux sarthois ? », *Annales de Géographie* LXXIV (403), mai-juin : 281-303.

RENARD, J.

- 1969 « Les migrations rurales des Vendéens vers le Sud-Ouest, un phénomène moribond ? », *Norois* XVI (62) : 177-189.

VITTE, P.

- 1976 « Les agriculteurs migrants en Creuse », *Norois* XXIII (92) : 510-527.

et sur la géographie rurale du Cher :

GAY, F.-P.

- 1967 *La Champagne du Berry, essai sur la formation d'un paysage agraire*. Bourges, Tardy, 553 p.

VERRIÈRE J., et J.-C. BELLIARD

- 1962 « Structure foncière et économie agricole en Champagne berrichonne », Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques (tirés à part), Imprimerie nationale : 125-139.